



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Etude-de-la-monnaie-IV>

Dossier (Étude de la monnaie VIe)

Étude de la monnaie : IV. Conséquences d'une monnaie de dette

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2003 - N° 1032 - mai 2003 -

Date de mise en ligne : samedi 7 janvier 2006

Date de parution : mai 2003

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

- ▶ [Partie I.1 Ni blé, ni oseille, l'air d'une promesse](#) - GR 1027
- ▶ [Partie I.2 L'effet multiplicateur de crédit](#) - GR 1028
- ▶ [Partie II.1 De l'étalon-or au tournant libéral](#) - GR 1029
- ▶ [Partie II.2 FMI et dette du Tiers monde](#) - GR 1030
- ▶ [Partie III.1 Que cachent certains termes ? L'échange](#) - GR 1030
- ▶ [Partie III.2 Que cachent certains termes ? La valeur et Les fonctions de la monnaie](#) - GR 1031
- ▶ [Partie IV. Conséquences d'une monnaie de dette](#) - GR 1032
- ▶ [Partie V. Les grandes théories monétaires](#) - GR 1033

Après avoir montré que la dématérialisation de la monnaie s'est accompagnée de l'évanouissement de toute garantie, notre étude a évoqué l'effet multiplicateur de crédit qui permet aux banques privées de créer la monnaie légale sous sa forme scripturale, ou monnaie de dette, sans que cela corresponde à la moindre création de richesse, et montré que ceci donnait aux banques le pouvoir d'orienter l'économie vers leurs intérêts.

Nous avons ensuite essayé de comprendre l'importance du tournant des années 1980 qui, en libéralisant les marchés, a donné à la finance le pas sur la politique, puis réfléchi au sens de certains termes tels que échange, valeur et fonctions de la monnaie.

Avant d'aborder, plus tard, les grandes théories monétaires, nous réfléchissons aux conséquences, d'abord au plan national, puis au plan international, de l'emploi qui est fait désormais de monnaies de dette comme monnaies légales.

1. AU PLAN NATIONAL : UN ENGAGEMENT COMMUN

La loi faisant obligation [1] à tous les ressortissants d'une nation (ou d'un groupe de pays, tel que "l'Euroland" [2]), d'accepter en paiement sa monnaie légale, celle-ci est devenue la reconnaissance d'une dette collective : elle engage tous les ressortissants de cette nation à fournir l'équivalent de la somme mentionnée. Ainsi :

- ▶ Tout citoyen est le débiteur de tous ceux qui détiennent de sa monnaie légale,
- ▶ Tout détenteur d'une monnaie légale est créancier du pays où elle a été émise.

La monnaie légale constitue donc un lien commun, un sentiment d'unité nationale (ou communautaire) entre les citoyens du pays (ou du groupe de pays) qui l'émet : ceux-ci sont unis par l'engagement commun que constitue leur monnaie, comme, par exemple, ils sont unis par l'usage de leur langue nationale.

Qui peut prendre un tel engagement au nom d'un État ? Il paraît évident que dans une démocratie ce ne peut être que ses représentants élus, et c'est cette évidence qui fait que la plupart des gens croient, en toute bonne foi (faites-en l'expérience en interrogeant votre entourage), que ce sont les autorités publiques qui ont le monopole de la création de la monnaie légale et de son contrôle.

La vérité est que le monopole des gouvernements des états sur leur propre monnaie s'est institué au début du XIXème siècle et qu'il a eu son apogée au milieu du XXème. Mais c'est au cours des années 1980, dans la foulée du fameux "tournant libéral" précédemment décrit, qu'il a été abandonné.

Et les conséquences sont lourdes, sinon bien perçues : en abandonnant ce monopole, qui nous paraît pourtant légitime, les gouvernements ne se sont pas seulement privés de la possibilité pour l'État de recourir à la création monétaire pour faire face, en cas d'urgence, à des dépenses publiques nécessaires ou imprévisibles. Ils ont aussi renoncé à un outil essentiel de gestion de l'économie, par la fiscalité (dont dépend la REdistribution) et par l'intermédiaire des taux d'intérêt ou des taux de change : en créant plus de monnaie, l'État pouvait décider d'accepter l'inflation qui, en diminuant le poids des dettes, favorisait les débiteurs au détriment des prêteurs. Au contraire, en décidant de limiter la création monétaire, le gouvernement rassurait les créanciers. La dévaluation d'une monnaie était un avantage concurrentiel immédiat offert aux exportateurs du pays.

Enfin, le monopole public sur la monnaie renforce l'autorité du politique : il est évident que plus un gouvernement est capable d'assurer son monopole, moins sa politique est soumise à des influences étrangères. Or depuis que la libre circulation des capitaux a supprimé ces monopoles nationaux sur les monnaies, celles-ci peuvent être utilisées en dehors de leur territoire (en particulier dans les paradis fiscaux, conçus pour échapper, entre autres lois, aux fiscalités nationales) et elles s'offrent ainsi aux transactions et aux placements. Les gagnants sont les acteurs privés qui peuvent échapper aux contraintes de toute politique monétaire, et les perdants sont les gouvernements.

2. AU PLAN INTERNATIONAL : L'HEGEMONIE POUR LE PAYS DONT LA MONNAIE EST UTILISEE

Tant que la majorité des monnaies étaient convertibles en or, étalon universel de référence, les taux de change entre monnaies résultaient d'un simple calcul, purement mathématique, celui des rapports entre leurs poids respectifs d'or. Les transactions se réglaient dans n'importe quelle monnaie et seuls les soldes débiteurs entre pays étaient réglés par référence à l'or.

On sait que la plupart des monnaies cessèrent d'être convertibles en or après la Grande Crise de 1929. Ce fut aussi le cas du dollar à l'intérieur des États-Unis, mais pas pour les échanges externes. Pour ces échanges contre d'autres monnaies la parité du dollar fut fixée, dès l'arrivée de Roosevelt en 1933, à 33 dollars l'once d'or. De sorte que les transactions monétaires continuèrent à se faire par référence indirecte à l'or, par l'intermédiaire du dollar.

Ceci conféra évidemment au dollar un rôle prépondérant dans les échanges internationaux. Pourtant, au cours des années 1960, le déséquilibre de la balance des paiements des États-Unis commença à altérer la confiance des autres pays, au point que tout le monde cessa de croire à cette convertibilité externe du dollar, ce que Nixon rendit officiel en la supprimant en 1971.

Les échanges commerciaux internationaux peuvent donc s'établir dans n'importe quelle monnaie ; le pays exportateur peut fixer son prix dans sa propre monnaie, le pays importateur peut exiger de payer avec sa monnaie nationale, ou, si l'acheteur et le vendeur le décident, ils peuvent utiliser la monnaie d'un pays non concerné par leur commerce.

En résumé : il n'y a pas de monnaie internationale, il n'y a plus de référence universelle définissant un taux de change entre monnaies, et toutes les monnaies légales sont des monnaies fiduciaires, des monnaies de dette dont la valeur fluctue en fonction des marchés.

Or nous avons vu que le fait d'utiliser, dans une transaction commerciale, une monnaie de dette introduit un délai et un risque pour le vendeur : celui-ci se retrouve, après avoir fourni sa marchandise, avec un titre de crédit qu'il va lui falloir ensuite faire accepter en paiement d'autres marchandises. Il est donc pour lui très important d'avoir confiance dans la monnaie qu'il reçoit, il veut être payé dans une monnaie dont il pense qu'elle a et qu'elle va garder, ou mieux qu'elle va gagner du pouvoir d'achat. Une monnaie est dite forte parce que son pouvoir d'achat est en hausse : on comprend que c'est la tendance qui est importante, plutôt que la valeur instantanée.

De sorte qu'il se passe pour la valeur des monnaies ce qui se passe en Bourse pour la valeur des actions : un gros investisseur international peut agir sur les cours : lorsqu'il mise sur une monnaie ou un titre en l'achetant en masse, la valeur de cette monnaie ou de ce titre monte et alors tout le monde en veut, et sa cote continue à monter. Et si brusquement, en sens inverse, un investisseur décide de se débarrasser d'un titre, ou de devises, ses semblables, comme les moutons de Panurge, pensent qu'il a des raisons de penser que ce titre va perdre de sa valeur, alors ils vendent aussi, et, effectivement, le titre baisse. Les cours des monnaies, comme ceux des actions, peuvent donc être amplifiés par la spéculation.

Ainsi, depuis qu'elle obéit à l'idéologie libérale, l'économie mondiale, et avec elle les monnaies du monde, n'est pas pilotée dans l'intérêt général, mais vogue à la merci d'emballlements ou de vents de panique dont il est impossible de prévoir l'amplitude et la portée.

Le commerce international a pris l'habitude d'utiliser le dollar quand cette monnaie est restée la seule à être théoriquement indexée à l'or. Cet usage fut conforté après la seconde guerre mondiale parce que l'économie des États-Unis était la première du monde, son industrie florissante était en pointe dans pratiquement tous les domaines, ses entreprises, qui, elles, n'avaient pas été bombardées, ont profité d'énormes marchés de reconstruction dans le monde entier.

Le déséquilibre de la balance des paiements des États-Unis avec l'échec de leur guerre contre le Vietnam a menacé ce rôle du dollar quand il était devenu évident que les banques américaines n'avaient pas en dépôt de quoi honorer de telles dettes. Mais à cette époque, aucune autre devise n'était parvenue à inspirer plus confiance que le dollar.

Depuis, l'Union européenne se construit au plan économique, la société Airbus en est un exemple : ses avions concurrencent ceux de l'Américain Boeing. Et pourtant Airbus, devenue EADS, établit encore ses prix en dollars, le comble est qu'elle se fait payer en dollars même lorsqu'elle vend ses produits en Europe. Il est vrai que la généralisation de l'usage de l'euro dans l'euroland est encore récente... Une telle hégémonie se traduit par un formidable avantage : dès lors qu'il s'agit d'une monnaie scripturale (pour laquelle, nous l'avons vu, il n'existe pas de limite matérielle à sa création ex nihilo), et que tous les pays en demandent pour leur commerce extérieur, le pays qui l'émet peut en fabriquer à sa guise.

Les États-Uniens en profitent donc et, signant sans vergogne ces reconnaissances de dettes [3], que personne ne leur ramène en demandant de les honorer, ils vivent depuis plusieurs décennies aux frais des autres populations, achetant le monde à crédit. Professeur d'économie politique de l'Université de Californie, Benjamin J. Cohen est bien placé pour l'expliquer : « Un pays dont la monnaie bénéficie d'un statut international finance ses déficits extérieurs en émettant sa propre monnaie [4] », en prenant les chiffres de 1999, il a estimé que ceci était équivalent à un prêt sans intérêt de 25 à 30 milliards de dollars par an consenti aux États-Unis par le reste du monde. Cette évaluation doit être beaucoup revue à la hausse non seulement à cause du net ralentissement de l'économie américaine, mais aussi parce que le budget fédéral, qui était excédentaire en 1999, a été mis en déficit par la politique de G.W. Bush : baisse des impôts (637 milliards en 10 ans) et énorme augmentation du budget militaire. Pareille dette est impensable de la part de tout autre pays, qui serait, bien avant d'en arriver à de tels excès, sanctionné par la chute de sa devise [5]. Exemple récent : tous les comptes exprimés en Argentine en pesos y ont été brusquement amputés de plus du tiers de leur pouvoir d'achat exprimé en dollars. Ce qui ne peut pas arriver aux comptes américains en dollars si la référence est le dollar américain !

[1] par les "cours forcé " et "cours légal" des monnaies nationales

[2] ensemble des pays européens ayant adopté l'euro.

[3] ou, comme on dit parfois, "font marcher leur planche à billets".

[4] "La monnaie et le pouvoir des états" article paru dans Alternatives économiques, N°45, hors série consacré à la monnaie.

[5] ... et l'intervention du FMI.